



Comité Technique Local  
26 juin 2020  
Déclaration Liminaire

Monsieur le Président,

Alors que nous sortons d'une crise qui a souligné les conséquences dramatiques des politiques d'austérité et de destruction du service public, alors que certains ont pu croire en écoutant nos dirigeants que les leçons seraient tirées de cette crise et que le monde d'après serait différent, le naturel semble revenir au galop et les belles paroles vite envolées.

La crise économique qui s'annonce sera de toute évidence le prétexte à poursuivre ces mêmes politiques antisociales et à en faire inlassablement payer le prix aux travailleurs, aux chômeurs, aux plus fragiles dont le service public est la seule richesse.

À la DGFIP aussi, le monde d'après semble voué à ressembler à celui d'avant, si ce n'est pire. Le Comité Technique de Réseau du 18 juin l'a démontré, la Direction Générale entend reprendre de plus belle les réformes destructrices. Si la parenthèse forcée de l'épidémie a pu donner à certains l'occasion de prendre du recul, de poser un regard critique sur le monde d'avant, ce n'est certainement pas le cas pour la DG. Balayant les remarques de la CGT sur le bilan de la période récente, non seulement elle ne procède à aucune remise en cause mais elle voudrait même accélérer sa politique pour rattraper le temps perdu, si possible avec la collaboration des organisations syndicales.

La CGT ne saurait se compromettre dans l'accompagnement des réformes qu'elle combat depuis le début, c'est donc logiquement qu'elle a claqué la porte du CTR.

En comparaison de ces problématiques nationales, la plus grande partie de l'ordre du jour du CTL de la DISI Sud-Ouest peut sembler bien fade. Difficile d'envisager des débats enflammés sur les bilans qui nous sont proposés, sur le PRA dont nous avons déjà parlé à de multiples reprises, ou même sur le triste constat des vacances d'emplois. Bien sûr sur tous ces sujets nous aurons des positions et des revendications à rappeler, mais il faut reconnaître que nous serons assez loin des questions qui préoccupent en ce moment les agents que nous représentons.

Certes il y a la mise en œuvre du vol des congés de ceux qui n'ont pas choisi d'être privés de travail durant la crise, mais nous en avons déjà beaucoup parlé.

L'évolution de l'atelier éditique de Poitiers soulèvera bien quelques questions, mais pour rester sur les préoccupations des agents, ce sont surtout les aspects organisationnels suggérés en trois lignes en fin de document qui retiendront l'attention. Il est pour le coup dommage qu'ils n'aient pas été aussi détaillés que les aspects techniques et immobiliers de l'opération.

Enfin, toujours s'agissant des préoccupations des agents, il y a les questions qui ne sont curieusement pas à l'ordre du jour bien que d'une actualité parfois brûlante : la prime Covid, la rupture conventionnelle, les mouvements de personnels...

Le chapitre des questions diverses nous permettra peut-être de répondre aux interrogations des collègues, mais il est cependant un point que nous tenons à aborder dès cette introduction. En effet la récente suppression des CAPL nous prive de la possibilité d'en parler dans le cadre adéquat.

Nous nous excusons par avance de focaliser tant d'attention sur un seul ESI, mais nous espérons que les autres comprendront car la suite de l'histoire en vaut la peine.

C'est une histoire un peu particulière, mélange de fiction et de réalité. Fiction car le scénario évoqué est encore incertain, situé dans un futur proche, basé sur des informations incomplètes. Mais réalité car il met en scène de vraies personnes, s'appuie sur des échanges avérés, génère de vraies craintes et a déjà pour conséquence un malaise bien réel.

Ce scénario encore virtuel, c'est celui du mouvement interne à l'ESI de Bordeaux. Il peut paraître surprenant qu'on évoque ce mouvement avant toute annonce officielle, en temps normal nous nous en serions bien gardés. Mais cette fois-ci les bruits qui courent sont si forts, si concordants, et si inquiétants qu'on ne peut les ignorer plus longtemps. Évidemment vous pourriez balayer le sujet sous prétexte que rien n'est annoncé ou que cela ne relève pas des prérogatives du CTL, mais ce ne serait pas tout à fait honnête et surtout ce serait faire bien peu de cas du malaise grandissant.

En effet nous ne savons pas tout, mais nous n'inventons rien. Des annonces sans ambiguïté ont bien été faites à certains, et la souffrance des collègues concernés est notre première préoccupation. Mais au delà de ces souffrances, les conséquences sur le fonctionnement de certains services justifient que l'on s'y intéresse au sein du CTL.

Sans citer de nom ni de service, nous nous inquiétons donc très officiellement de l'éventualité de voir plusieurs collègues embarqués dans ce mouvement sans l'avoir demandé, et ce même après avoir clairement manifesté leur opposition. Nous nous inquiétons également de l'effet déstabilisant de ces mouvements d'office sur les services concernés : départ simultané de plusieurs « sachants » dans un service, changement d'un grand nombre de chefs d'équipes, telles sont certaines des perspectives évoquées qui nous mettent aujourd'hui en alerte.

Pour de nombreux collègues comme pour nous, les craintes se doublent d'une totale incompréhension quant aux motivations de ce véritable coup de pied dans la fourmilière sont un grand mystère. S'agit-il de marquer le changement annoncé à la tête de l'ESI ? Faut-il y voir un cadeau souvenir laissé par la sortante ou déjà la marque du du nouvel arrivant ?

Ce qu'il y a de bien avec la fiction c'est qu'on peut tout imaginer. Mais puisque rien de tout cela n'est encore officiel, que l'histoire n'est peut-être pas encore écrite, nous ne demandons pas mieux, et les agents avec nous, que d'être démentis par les faits.

Car si c'est ainsi que la DGFIP récompense le dévouement, démontré dans la période récente, de ses agents à leurs missions, c'est à désespérer. Mais ce n'est pas notre genre.

Pour la CGT, le monde d'après sera avant tout ce que nous en ferons, tous ensemble.